



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 25/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LUCART SAS

BP 35

88600 Laval-Sur-Vologne

Références : S-25-1260RP

Code AIOT : 0006202307

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement LUCART SAS implanté 10 rue Maurice Mougeot BP 35 88600 Laval-sur-Vologne. L'inspection a été annoncée le 16/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a porté sur la thématique de l'eau et essentiellement sur les rejets aqueux.

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est constitué principalement de l'arrêté préfectoral du 09/03/2009 modifié, ainsi que l'arrêté ministériel du 10/09/2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430, 3610a et 3610b.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUCART SAS
- 10 rue Maurice Mougeot BP 35 88600 Laval-sur-Vologne
- Code AIOT : 0006202307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LUCART exploite des installations de fabrication de pâte à partir de papiers et de briques alimentaires et de fabrication de papiers d'hygiène et d'essuyage, autorisées par arrêté préfectoral du 09 mars 2009 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 8.1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Transmission de l'autosurveillance et actions correctives	Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 8.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et 7	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 4.3.2	Sans objet
3	Contrôle de recalage	Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 8.1.2	Sans objet
4	Fréquence de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 8.3	Sans objet
6	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 4.4.4	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5-12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'étude de l'autosurveillance déclarée sur le portail GIDAF depuis janvier 2024 met en évidence des dépassements, notamment en Demande Chimique en Oxygène (DCO).

La récurrence de ces dépassements, les valeurs observées en concentration et en flux massique, ainsi que leurs fluctuations, soulèvent des questions de la part de l'inspection, dans la mesure où les mesures correctives et les analyses de causes fournies par l'exploitant ne permettent pas d'expliquer les dysfonctionnements constatés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et 7
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GEREP
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : L'exploitant a réalisé sa déclaration par l'intermédiaire du site de télédéclaration GIDAF. Le tableau de bord de la déclaration indique une progression de 100 % avec une dernière action du déclarant le 31/03/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 4.3.2
Thème(s) : Autre, Alimentation eau et collecte des effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;• les dispositifs de protection de l'alimentation (bacs de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ;• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toute sorte (compteurs, regards, avaloirs, vannes,...) ;• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant détient un plan général des installations sous format informatique. Différentes extractions (réseau eau claire, réseau eaux pluviales, réseau électricité, réseau gaz naturel, réseau sprinkler...) ont été présentées à l'inspection et sont à disposition dans les documents du POI (Plan d'Opération Interne).</p> <p>Les cartouches des plans indiquent les dates et l'objet des mises à jour. L'emprise des plans concerne l'ensemble du site regroupant 3 entreprises (LUCART et PDV notamment).</p> <p>Le plan eau claire indique les prélèvements en eau souterraine de LUCART par 4 puits 1DE ; 2DE ; 3DE ; 5DE.</p> <p>Les prélèvements des puits 1DE, 2DE et 3DE sont comptabilisés par un compteur, le puits 5DE par un second compteur. Les eaux prélevées tombent en chute dans un réservoir d'alimentation (le niveau de ce réservoir commande la mise en route des pompes avec une priorité sur le puits 5DE). Aucun comptage n'est effectué après la distribution vers les installations.</p> <p>Le plan des eaux usées permet de distinguer les réseaux de l'entreprise LUCART et de l'entreprise PDV, ainsi que la position des ouvrages de traitement.</p> <p>Le plan des eaux pluviales localise les grilles, tampons et séparateurs à hydrocarbures. Certaines zones drainées sont raccordées à la station d'épuration. L'exploitant indique une justification par le besoin de traiter ces eaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 8.1.2
Thème(s) : Actions régionales, contrôle de recalage
Prescription contrôlée : (...) l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées quand elles existent, au moins une fois par an, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement des opérations de mesure du programme d'autosurveillance. (...)
Constats : Les mesures effectuées en interne sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Température, débit, pH : surveillance en continue ;• DCO et MES : surveillance journalière. L'exploitant tient à jour un fichier de suivi journalier. Les mesures trimestrielles effectuées par un laboratoire extérieur comprennent les mesures de DCO et MES. L'exploitant indique que la comparaison des mesures ne laisse pas apparaître de différences notables entre les mesures effectuées en interne et celles effectuées en externe. De ce fait, aucun recalage n'est effectué. L'exploitant a fourni les rapports de la surveillance trimestrielle 2024 et 2025. Une vérification par sondage a été effectuée : <ul style="list-style-type: none">• le 05/03/2024 : MES en interne =11 mg/l et MES en externe = 8 mg/l ; DCO en interne = 127 mg/l et DCO en externe = 105 mg/l ;• le 04/03/2025 : MES en interne =35 mg/l et MES en externe = 15 mg/l ; DCO en interne = 140 mg/l et DCO en externe = 157 mg/l ;• le 03/06/2025 : MES en interne = 31 mg/l et MES en externe = 10 mg/l ; DCO en interne = 135 mg/l et DCO en externe = 123 mg/l. Les 2 derniers rapports du dispositif de mesure du Suivi Régulier des Rejets indiquent néanmoins des analyses comparatives conformes pour les paramètres DCO et MES. L'inspection s'interroge sur les écarts observés entre les mesures internes et les mesures trimestrielles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection les modalités de prélèvement et d'analyse dans le cadre du recalage annuel imposé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : fréquence de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 8.3
Thème(s) : Actions régionales, rejets d'eaux résiduaires
Prescription contrôlée : (...) Le rejet des eaux résiduaires après traitement fera l'objet des analyses suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Température : surveillance continue ;• pH : surveillance continue ;• Débit : surveillance continue ;• DCO : surveillance journalière ;• MES : surveillance journalière ;• DBO5 : surveillance hebdomadaire ;• NTK : surveillance hebdomadaire ;• Azote global : surveillance hebdomadaire ;• P : surveillance hebdomadaire ;• AOX : surveillance mensuelle ;• Cuivre : surveillance hebdomadaire ;• Zinc : surveillance hebdomadaire.
Constats : L'exploitant respecte la périodicité des mesures d'autosurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 8.1

Thème(s) : Actions régionales, valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires après épuration

Prescription contrôlée :

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Les eaux résiduaires ne pourront être rejetées au milieu naturel que si les rejets respectent les valeurs suivantes :

	Flux massique autorisé annuel	Moyenne mensuelle	Flux de pointe mois	Flux de pointe jour	Concentration maximale journalière
MES	85 000 kg/an et 0,502 kg/t _{papier} [1]	235 kg/j	6 500 kg/mois	450 kg/j	
DCO	350 000 kg/an et 3 kg/t _{papier}	960 kg/j	35 000 kg/mois	1 300 kg/j	
DBO₅	85 000 kg/an et 0.7 kg/t _{papier}	200 kg/j	6 500 kg/mois	400 kg/j	
Azote global	38 000 kg/an et 0,204 kg/t _{papier}	80 kg/j	780 kg/mois	165 kg/j	30 mg/l
Phosphore	950 kg/an et 0,018 kg/t _{papier}	2,6 kg/j		5 kg/j	5 mg/l
AOX	950 kg/an et 0,05 kg/t _{papier}				1 mg/l

	Moyen annuel	Moyen mensuel	Maxi journalier
Débit	4 000 m ³ /j et 15 m ³ /t _{papier} *	4 500 m ³ /j	5 500 m ³ /j

* La production retenue est la production mensuelle brute cumulée des PAPETERIES DES VOSGES et de l'exploitant.

Des mesures doivent être réalisées sur les polluants caractéristiques de l'activité papetière :

Polluants	Code Sandre
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392
Zinc et ses composés (en Zn)	1383

Constats :

L'analyse a porté sur le respect des valeurs limites d'émission entre le 01/01/2024 et le 31/08/2025.

Des dépassements sont observés régulièrement sur les paramètres NKJ, MES, Phosphore total et surtout la Demande Chimique en Oxygène (DCO) où 60 dépassements en flux massique sont observés sur la période ce qui correspond à 9.9 % des valeurs (voir pièce jointe).

Aucune valeur limite d'émission maximale en concentration n'est fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation pour la DCO, les MES et la DBO5.

La moyenne des valeurs de DCO sur cette période est de 231 mg/l avec 25 % des valeurs supérieures à 300 mg/l, 50 % des valeurs supérieures à 180 mg/l, 75 % des valeurs supérieures à 140 mg/l.

Concernant les valeurs moyennes mensuelles sur la concentration journalière de DCO, on observe sur la période : 3 valeurs supérieures à 300 mg/l, 13 valeurs supérieures à 200 mg/l.

Outre ces valeurs enregistrées, les pics observés sur le graphe des valeurs moyennes journalières ou de flux massique de DCO attirent l'attention de l'inspection.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. Concernant le respect de la valeur limite d'émission en flux massique sur le paramètre DCO, on observe une non-conformité (> 10%) pour les mois suivants : 01/2024 (16 %) ; 07/2024 (23 %) ; 09/2024 (37 %) ; 01/2025 (29 %) ; 02/2025 (43 %) ; 05/2025 (19 %).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des dépassements observés, il est demandé à l'exploitant de réaliser une **analyse approfondie** sur ces dépassements ainsi que les mesures correctrices mises en places ou prévues pour éviter son renouvellement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, entretien et conduite des installations de traitement
Prescription contrôlée : (...) A tout instant, un opérateur, responsable des installations de traitement des effluents aqueux est présent. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage, ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.
Constats : Ce point avait fait l'objet d'une demande de justificatif suite à la visite d'inspection réalisée le 30/05/2024 : " L'exploitant transmettra le registre attendu ". L'exploitant a précisé la tenue de ce registre qui est intégré à la GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur) de l'usine. Il est possible d'extraire les éléments concernant la station d'épuration, ce qui a été réalisé en démonstration le jour de la visite. L'exploitant a également précisé son mode opératoire de suivi au quotidien : <ul style="list-style-type: none">• réunion en visio tous les matins avec les responsables d'exploitation y compris pour la station d'épuration : suivi des problèmes rencontrés, des ordres de travail (OT)... ;• lien avec la GMAO, notamment pour les OT.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Transmission de l'autosurveillance et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 8.3
Thème(s) : Actions régionales, suivi, interprétation et diffusion des résultats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 8.2 notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>(...)</p> <p>(...) l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 8.2 du mois précédent. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 8.1, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance,...) ainsi que de leur efficacité.</p> <p>Il est adressé mensuellement à l'inspection des installations classées, accompagné des résultats de production.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet régulièrement les résultats des mesures d'autosurveillance, ainsi que les commentaires relatifs aux dépassements et mesures correctives.</p> <p>Néanmoins, le délai de transmission n'est pas toujours respecté comme par exemple une transmission le 03/09/2025 pour le mois de juillet 2025 ou le 14/08/2025 pour le mois de juin 2025.</p> <p>L'exploitant justifie toujours les dépassements en renseignant la nature et le motif de la non-conformité, ainsi que les mesures correctives envisagées ou réalisées.</p> <p>Cependant, comme indiqué dans un constat précédent, la récurrence des dépassements, notamment de DCO, soulève des questions de la part de l'inspection et invite à poursuivre l'analyse afin de déterminer si des facteurs plus profonds pourraient intervenir.</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place, depuis avril 2025, un aérateur supplémentaire (en location).</p> <p>Il précise également que l'acquisition d'un équipement pour la station d'épuration est prévue, et qu'une étude visant à favoriser la mise en œuvre du procédé de flottation plutôt que la décantation est en cours.</p> <p>Cette évolution vise à améliorer l'interception des MES, ce qui, selon l'exploitant, pourrait contribuer à réduire la DCO des rejets, une part de celle-ci étant susceptible d'être liée aux matières en suspension.</p> <p>L'exploitant indique que cette modification fera l'objet d'une porter à connaissance en 2026.</p> <p>L'inspection fait remarquer que les valeurs en MES en sortie de station d'épuration sont globalement peu élevées : valeurs moyennes mensuelles comprises entre 13 et 58 mg/l sur la période étudiée.</p>

En réponse aux interrogations de l'inspection concernant les procédures applicables en cas d'incidents sur la station d'épuration commune avec PDV, l'exploitant précise que des alertes sont mises en place sur le tableau de suivi journalier, ainsi que quelques alertes instantanées pour certaines mesures (pH, turbidité), et que des fiches réflexes issues du POI commun sont disponibles.

Concernant la gestion quotidienne, aucun formalisme spécifique n'est actuellement en vigueur : elle repose principalement sur les bonnes relations de travail entre contremaîtres, et notamment sur des habitudes établies lorsque le site industriel fonctionnait en installation unique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à transmettre les données du mois précédent avant la fin du mois calendaire.

Compte tenu des dépassements observés, il est demandé à l'exploitant de réaliser une analyse de la capacité hydraulique de la station d'épuration, ainsi que des données relatives aux rejets en entrée de station (LUCART et PDV), afin de déterminer si les difficultés d'épuration constatées sont en lien ou non à la charge entrante, tant en termes de débit/volume qu'en concentration des effluents. L'exploitant est tenu de :

- calculer la charge hydraulique de la station, les temps de séjour (sur le débit moyen 24h et sur débit de pointe), le rendement épuratoire de la station, l'âge des boues, la vitesse ascensionnelle (sur le débit moyen 24h et sur débit de pointe) ;
- de réaliser une mesure de la teneur en P et N de la biomasse, de l'indice de volume des boues (IVB), de l'excès d'ammoniac et d'orthophosphate dans les effluents et des contrôle microscopiques de la biomasse ;
- de préciser tout autre paramètre caractéristique jugé utile pour évaluer le dispositif d'épuration.

Dans le cadre du porter à connaissance à réaliser, afin de retracer l'historique, l'inspection demande à l'exploitant de fournir les éléments de dimensionnement de la station d'épuration (plans et calculs relatifs à la construction et aux principales modifications), ainsi que les enregistrements des débits issus de la surveillance en continu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5-12
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission DCO et MES
Prescription contrôlée : [...] VII. Toutes les installations Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes selon le flux journalier maximal autorisé. 1. Demande Chimique en Oxygène (DCO) et Matières En Suspension (MES) DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) L'arrêté d'autorisation fixe une valeur limite d'émission maximale en concentration. MES (code SANDRE : 1305) L'arrêté d'autorisation fixe une valeur limite d'émission maximale en concentration.
Constats : L'arrêté d'autorisation ne fixe pas de valeur limite d'émission maximale en concentration pour les paramètres DCO (code SANDRE : 1314) et MES (code SANDRE : 1305).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de prendre note de cette prescription dans le cadre des évolutions qui seront portées à la connaissance de l'administration. Compte tenu des constats réalisés sur les dépassements, notamment de DCO, des projets d'amélioration de la station d'épuration, ainsi que des intentions de l'exploitant d'augmenter les prélèvements par rapport aux prélèvements actuels (dans le respect des volumes autorisés), il est demandé à l'exploitant de s'interroger sur la nécessité ou l'opportunité de conduire une étude visant à concilier les performances attendues et les contraintes opérationnelles ou réglementaires. Il est également attendu de l'exploitant qu'il veille, dans ce cadre, à préserver la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur. L'évaluation de cette compatibilité relevant de la responsabilité de l'exploitant, il lui appartient de se positionner sur les modalités de respect de la présente prescription, ainsi que sur l'évaluation des évolutions qui seront communiquées à l'administration.
Type de suites proposées : Sans suite